

*Prix de l'alimentation*

**M. Stanfield:** Dites-nous ce qui en est.

**M. Macdonald (Rosedale):** La mesure vise à limiter le prix de l'essence, du mazout et de l'huile de chauffage, ce à quoi le chef de l'opposition s'oppose. A l'entendre, autant vaudrait hausser le prix de ces produits pour satisfaire ses députés albertains. Néanmoins, j'espère que les députés ontariens appuieront les députés de ce côté-ci de la Chambre qui voudraient bien contenir les prix au profit des consommateurs, des agriculteurs notamment.

**Des voix:** Bravo!

● (2050)

[Français]

**M. Caouette (Témiscamingue):** Monsieur l'Orateur, j'invoque le Règlement.

**M. l'Orateur:** A l'ordre. Je m'excuse auprès de l'honorable député de Vancouver Kingsway (M<sup>me</sup> MacInnis), mais l'honorable député de Témiscamingue (M. Caouette) désire invoquer le Règlement.

**M. Caouette (Témiscamingue):** Monsieur l'Orateur, je veux simplement dire qu'à mon sens le ministre ne connaît pas la différence entre des carottes et un gallon de gazoline.

[Traduction]

**Mme Grace MacInnis (Vancouver Kingsway):** Monsieur l'Orateur, le député de St. Paul's (M. Atkey) a examiné en détail la liste des recommandations du comité sur les tendances des prix de l'alimentation auxquelles le gouvernement a donné très peu de suite. Mais c'est le député de Saint-Jean-Est (M. McGrath), celui qui a présenté la résolution, qui a fait remarquer, très justement, que les deux plus importantes recommandations que le comité spécial avait faites jusqu'ici étaient celle relative à la mise sur pied de la Commission de surveillance du prix des produits alimentaires et celle qui pressait le gouvernement de prendre des mesures pour mettre les aliments à la portée des gens à faibles revenus.

Ces deux mesures ont été présentées au comité par des députés de notre parti, et les députés des autres partis réagirent tièdement à ces propositions, en particulier à celle relative à la mise des aliments à la portée des personnes à faibles revenus. Les députés du parti conservateur en particulier se sont élevés très énergiquement, et de façon très bruyante, contre la création de la Commission de surveillance du prix des produits alimentaires. C'est qu'ils étaient obsédés par l'idée fixe que la seule façon de régler le problème de la hausse des prix des aliments ainsi que celui de la hausse du coût de la vie en général était d'imposer un système similaire à celui qui est en vigueur aux États-Unis, une politique faisant alterner le blocage des prix, la hausse des prix, un nouveau blocage, une nouvelle hausse des prix, et ainsi de suite. C'était là une approche comportant une suite de hauts et de bas qui ferait descendre le consommateur plus bas qu'il ne monterait.

**Une voix:** N'oubliez pas nos amis d'en face.

**Mme MacInnis (Vancouver Kingsway):** Les libéraux ont pu également faire quelque chose dans ce genre-là, mais il est remarquable que les conservateurs, depuis que la Commission de surveillance des prix des produits alimentaires a été créée malgré leurs vives protestations, lui reprochent maintenant de ne pas avoir fait les choses qu'ils ne voulaient pas qu'elle fasse en tout premier lieu ou

[M. Macdonald (Rosedale).]

estimé qu'elle ne devrait pas faire. Les conservateurs étaient obsédés par cette idée fixe, aussi est-il quelque peu amusant de les voir maintenant entrer dans une violente colère contre le gouvernement, l'accusant de ne pas s'être servi de la Commission pour faire baisser les prix des denrées alimentaires.

Nous voyons aussi qu'on s'oppose à donner à la Commission les pouvoirs dont elle a besoin. On l'a très bien vu cet après-midi à l'attitude du ministre de la Consommation et des Corporations (M. Gray) quand il a pris la parole dans le cadre de ce débat et que je suis heureuse de le voir rassisi à sa place. Le ministre n'a pas manqué de nous avertir qu'en conférant à une commission indépendante le pouvoir que certains d'entre nous prétendent qu'elle doit avoir pour être efficace—c'est-à-dire le pouvoir d'annuler ou de rappeler les augmentations de prix injustifiées—nous encourrions de graves ennuis.

J'aimerais demander au ministre de la Consommation et des Corporations s'il a oublié que la Commission canadienne des transports a le pouvoir d'étudier des choses comme les salaires, l'emplacement des stations dans les diverses régions et ainsi de suite? A-t-il oublié que le CRTC a des pouvoirs très larges s'appliquant à toutes sortes de choses dans le domaine des communications? A-t-il oublié les pouvoirs de l'Office national de l'énergie? Ce sont tous des organismes indépendants.

**M. Gray:** Les députés ne s'en plaignent-ils pas tous les jours?

**Mme MacInnis (Vancouver Kingsway):** Les députés s'en plaignent peut-être, mais il n'en demeure pas moins que le gouvernement a établi ces organismes et les maintient dans leurs fonctions. C'est pourquoi le ministre serait très malvenu de dire qu'on ne peut pas établir un organisme semblable pour protéger les consommateurs en matière de produits alimentaires et de coûts d'alimentation. En fait, je ne puis qu'en venir à une seule conclusion: ou il ne considère pas important de protéger ainsi les gens, ou il n'est tout simplement pas intéressé à étudier la question.

En fait, quand il a parlé cet après-midi, il s'est aussi subtilement glissé que le ministre des Finances (M. Turner) derrière le fonctionnement du marché international comme excuse pour laisser les gens s'enliser dans le borbier de l'inflation, en prenant l'attitude qu'on ne peut rien y faire sinon attendre et laisser les choses suivre leur cours normal. Entre-temps, pour être certain que vraiment rien ne se fait, il s'oppose systématiquement à conférer à la Commission de surveillance du prix des produits alimentaires les pouvoirs qu'il lui faut pour faire quoi que ce soit.

Le ministre doit savoir—après tout, il a de la cervelle quand il n'est pas obsédé par l'idée qu'il ne doit pas s'en servir—qu'il ne sert à rien d'aller faire le tour des magasins pour voir les prix annoncés. Les acheteurs le font eux-mêmes et ils se plaignent amèrement lorsqu'ils constatent un écart entre le prix annoncé et le prix réel des articles sur les rayons. J'ai bien peur que la présidente de la Commission de surveillance du prix des produits alimentaires se verrait refuser sa candidature au FBI si elle permet de monter une armée de détectives, alors que tout le monde sait qu'ils vont devoir fureter longtemps avant de trouver la piste. Ce genre de choses ne marchera pas.